

Violences : que se passe-t-il au Burundi ?

Europe1, 16 décembre 2015 ON VOUS EXPLIQUE - Les Nations Unies craignent que ce petit pays africain, de la région des Grands Lacs, plonge à nouveau dans la guerre civile. Le contexte. Le haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme s'inquiète, dans un nouveau rapport publié mercredi, de la montée des violences au Burundi entre les partisans du président Nkurunziza qui refuse de lâcher le pouvoir, et ses opposants.

Pourquoi de nouvelles violences maintenant ? La situation est fortement tendue avant l'acte au moment où le président en place, Pierre Nkurunziza, a annoncé qu'il souhaitait briguer un troisième mandat, alors que la loi place une limite à deux mandats. Malgré ces règles, un scrutin est quand même tenu au mois de juillet "mais en l'absence quasiment totale de l'opposition", souligne Christian Thibon, professeur à l'université de Pau et spécialiste de la région des Grands Lacs. Le président Nkurunziza est donc resté au pouvoir, soutenu par plusieurs milices armées. Depuis, des affrontements se produisent régulièrement entre les deux camps. Pourquoi les tensions prennent-elles une telle proportion ? Parce que le pays reste très fragile. Le Burundi a connu une période de guerre civile intense. De 1993 à 2000 le pays a été déchiré par des combats qui ont opposé Hutus et Tutsis. "Ces luttes sont nées d'une indépendance du pays, dans les années soixante-dix avec deux génocides : le premier en 1972 qui visait les Hutus, et l'autre en 1993 contre les Tutsis", précise le spécialiste. Puis des accords - les accords d'Arusha - ont été signés le 28 août. L'égide de Nelson Mandela permettant la mise en place d'un système d'alternance au pouvoir où la répartition des postes est faite en fonction de l'appartenance ethnique de chacun. "C'était un système tout à fait novateur en son temps", souligne l'historien. Un système qui a d'ailleurs fonctionné pendant une dizaine d'années. "Mais il y a toujours eu des tentatives d'emparer du pouvoir et c'est ce qui a fini par se passer lors des dernières élections du mois de juillet", regrette-t-il. S'agit-il, à nouveau, d'une opposition Hutus/Tutsis ? La réalité est plus complexe que cela. Il s'agit d'un moment d'une crise politique et non ethnique. Mais les violences sont telles, ces derniers jours, "que le pays est passé d'un abri d'une nouvelle guerre civile", prévient Christian Thibon. Une guerre qui pourrait provoquer le massacre de milliers de personnes. C'est ce que redoutent les Nations Unies, qui évoquent même la possibilité que la situation dégénère en un génocide. Christian Thibon préfère, lui, pour le moment, alerter sur un possible "politicide" car si le président au pouvoir est Hutu, certains membres de son administration, qui le soutiennent, sont des Tutsis. L'opposition entre les deux parties ne comprend donc pas un point de vue ethnique. Du moins pour le moment. Pour les Nations Unies, les violences de ces derniers jours - qui ont fait 90 morts - montrent que "les tensions ont atteint et dépassent leur point de rupture à Bujumbura (la capitale, NDLR)". Le Haut-commissaire aux droits de l'Homme a donc lancé un appel à toutes les parties prenantes à cette crise, y compris aux leaders politiques et aux autorités de l'Etat "au plus haut niveau", afin qu'elles prennent "toutes les mesures pour mettre fin à cette escalade de la mort et pour engager un dialogue sensé et inclusif". Mais la sortie de crise est-elle envisageable ? Oui, mais à deux conditions : que la communauté internationale intervienne et qu'elle le fasse rapidement. "Aujourd'hui les deux parties sont complètement fermées au dialogue", explique Christian Thibon. La solution ne se trouve donc pas au Burundi, mais "dans une médiation extérieure au pays. Cela peut passer par les partenaires du Burundi, comme l'Union africaine ou même la communauté internationale". Autre danger, qui inquiète aussi bien les spécialistes que les Nations Unies, le risque de contagion à d'autres pays de la région. La crise que traverse le Burundi pourrait déstabiliser la région. Plus de 200.000 personnes ont déjà fui dans les pays voisins, ce qui n'est pas sans causer certaines tensions. En outre, le Burundi est une des plaques tournantes du commerce en Afrique de l'Est. Si la crise perdure - la vie économique du Burundi est aujourd'hui arrêtée - elle pourrait couper certains pays en approvisionnements divers. Et puis, bien entendu, un pays comme le Rwanda - qui a été déchiré par une guerre entre Hutus et Tutsis - surveille de près la situation. "Les sentiments ethniques pourraient être rapidement revivifiés", prévient l'historien, et donc faire resurgir d'anciennes peurs au sein de la population. Par Maud Descamps